



Luxembourg

Au 1er semestre de cette année, Le PIB a cru de 2,3% par rapport au 1er semestre de 2018, selon des premières [estimations](#) (par définition encore provisoires). Les performances économiques passées, de 2015 à 2018, ont en outre été révisées à la hausse, avec une croissance annuelle moyenne passant de 2,6% à 3,4% l'an sur cette période, une donnée plus

« en phase » avec la hausse constatée de l'emploi (+3,2% par an sur cette même période,

graphique 1).

Sur les 10 premiers mois de 2019, le rythme de progression de l'emploi salarié reste soutenu (+3,7% en rythme annuel, soit +15.500 postes). Les entreprises interrogées pour le [Baromètre](#) de la Chambre de Commerce corroborent ce constat. 91% d'entre elles projettent une activité stable ou en hausse pour les 6 prochains mois, 29% une hausse de l'investissement, 25% une hausse de la rentabilité et 26% une hausse des effectifs, malgré des difficultés de recrutement récurrentes, identifiées comme le principal enjeu pour 2020.

Le taux de risque de pauvreté (seuil à 60% du revenu médian) s'est « stabilisé » en 2018 à 18,3% de la population, un niveau relativement élevé en comparaison européenne (10^{ème} rang sur 28). Si le [STATEC](#) invite à « une certaine prudence » sur l'interprétation des évolutions de ces statistiques, il relève néanmoins une tendance haussière sur les 2 dernières décennies. Sur la période 2015-2018, 71% de la population n'a pas connu de situation de pauvreté, mais 4,7% est restée dans une situation de pauvreté persistante sur ces 4 années (graphique 2).

2018 et 2019 seront vraisemblablement à classer parmi les crus exceptionnels sur le plan des recettes fiscales. Ces dernières ont en effet progressé de près 12% sur les 3 premiers trimestres de 2019. Cette hausse est en partie due à une accélération des encaissements de l'impôt sur les sociétés, à la suite notamment d'une procédure de déclaration électronique récemment introduite. Un retour graduel à la normale est toutefois anticipé par le [STATEC](#).



Europe

La croissance de la zone euro poursuit un ralentissement que l'on pourrait à ce stade qualifier de « tranquille, mais certain », avec des [prévisions](#) de la Commission européenne revues à la baisse et tablant désormais sur une croissance de 1,1% cette année et de 1,2% en 2020 et 2021 (contre une moyenne de 2,1% entre 2016 et 2018). En phase avec ces évolutions, la croissance de l'emploi voit également peu à peu son tempo se réduire (graphique 3). La [production](#)

[industrielle](#) de la zone euro suit sa tendance baissière entamée à la mi-2018. Elle est davantage marquée dans les biens intermédiaires et les biens d'investissement.

Le sort du Brexit (pour lequel la seule certitude est qu'il n'aura finalement pas eu lieu en 2019) est désormais suspendu aux résultats des élections du 12 décembre. Si Boris Johnson venait à obtenir une majorité, l'accord obtenu le 17 octobre pourrait bien être validé par la House of Commons et entrer en vigueur le 31 janvier prochain. S'ouvrirait ensuite une phase de négociations (non moins complexes) sur les « relations futures » avec l'UE. Dans l'[hypothèse](#) où le labour formerait une coalition avec un bloc « pro-remain », une nouvelle phase de négociations de l'accord de retrait pourrait débuter et finir par dessiner un modèle « à la norvégienne », avec un maintien dans l'union douanière, avant d'être soumis au référendum. Mais les scénarios du Brexit comme les sondages électoraux sont des sciences bien incertaines sur ce sujet, le Brexit n'étant, d'ailleurs, pas l'unique sujet de débat.

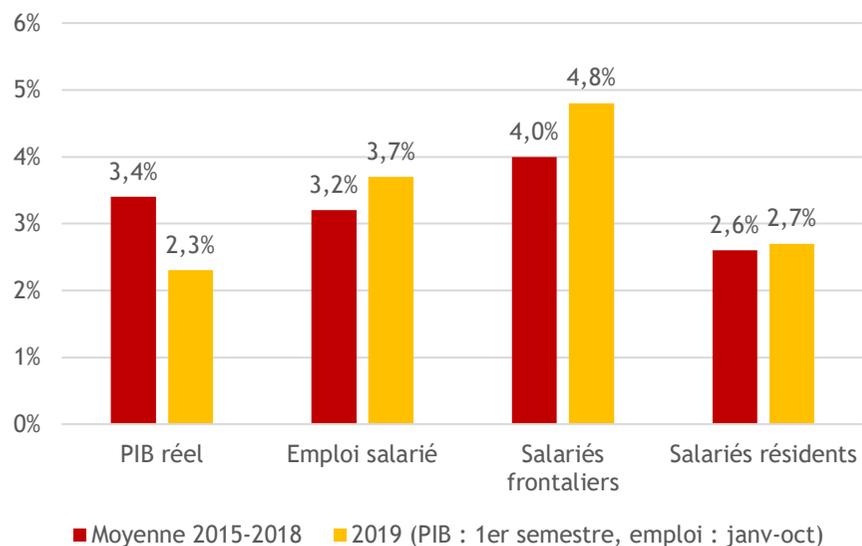


Monde

Le [FMI](#) ne table plus que sur un taux de croissance de 3% pour l'économie mondiale pour l'année 2019, contre 3,6% en 2018. Il s'agit du rythme de progression le plus lent depuis la crise financière mondiale (graphique 4). L'institution explique ce tassement par les incertitudes sur le commerce international, le contexte géopolitique, la faible productivité, le vieillissement de la population dans les économies avancées et des « risques idiosyncratiques » pour les économies émergentes. La croissance du PIB mondial est toutefois estimée à 3,4% pour 2020.

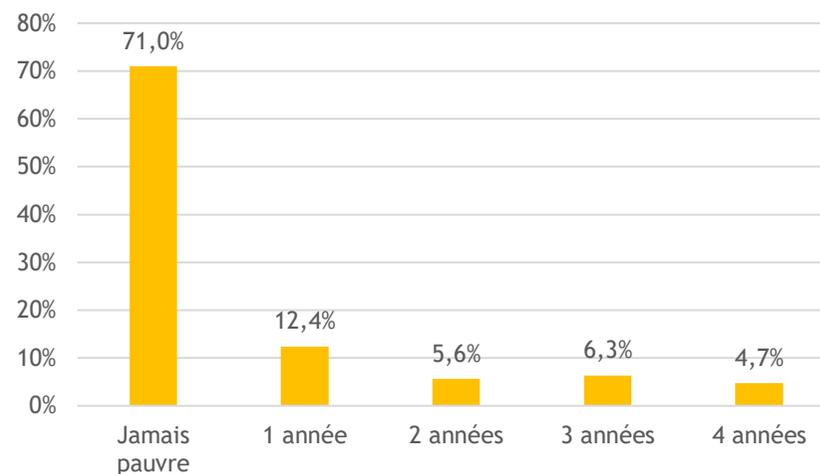
Un rapport sur l'économie numérique de la [CNUCED](#) permet de mettre en perspective les tensions commerciales sino-américaines à l'œuvre aujourd'hui avec en trame de fond, notamment, une volonté de domination mondiale du secteur des technologies de pointe. La Chine et les Etats-Unis cumuleraient à eux seuls : 75% des brevets relatifs à la Blockchain, 50% des dépenses consacrées à l'Internet des objets et plus de 75% des parts du marché du Cloud-Computing. Ces deux superpuissances pèseraient également pour plus de 90% de la capitalisation boursière des 70 premières plateformes numériques au monde, tandis que la part de l'Europe serait de 4% et la part cumulée de l'Afrique et de l'Amérique latine s'élèverait à seulement 1%.

Graphique 1 : Evolutions annuelles du PIB et de l'emploi au Luxembourg



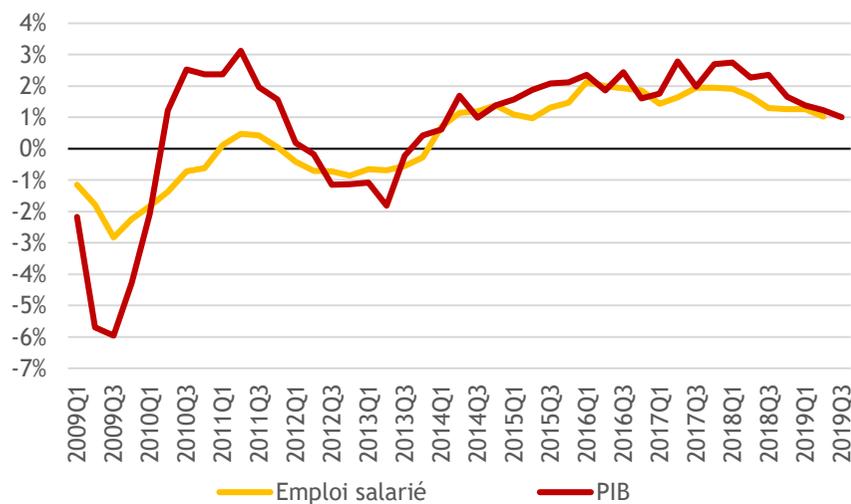
Source : STATEC

Graphique 2 : Persistance de la pauvreté au Luxembourg : part de la population selon le nombre d'années de pauvreté entre 2015 et 2018



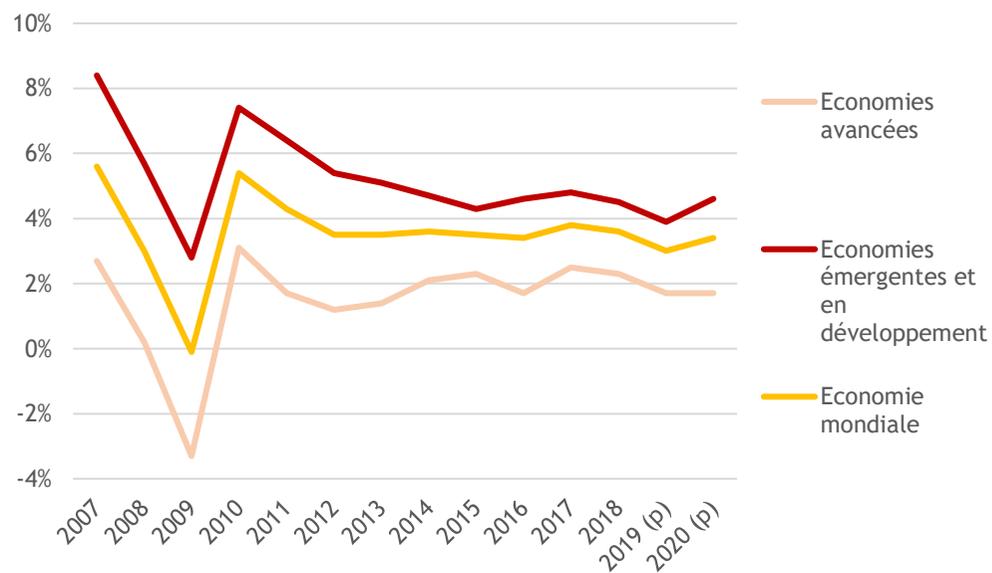
Source : STATEC

Graphique 3 : Evolutions annuelles du PIB et de l'emploi dans la zone euro



Source : Eurostat

Graphique 4 : Taux de croissance du PIB mondial



Source : FMI

A propos de la Fondation IDEA a.s.b.l.

IDEA est un laboratoire d'idées autonome, pluridisciplinaire et ouvert, créé à l'initiative de la Chambre de Commerce, et qui a pour mission de mener des réflexions en faveur du développement durable du Luxembourg et de l'intérêt économique général du pays. IDEA souhaite contribuer à l'amélioration de la qualité du débat socio-économique, d'une part, en l'alimentant par des analyses économiques rigoureusement recherchées et documentées et, d'autre part, en proposant des pistes novatrices pour relever les grands défis d'avenir.

IDEA invite le public à discuter contradictoirement les analyses, idées et propositions qu'elle publie et organisera à cet effet régulièrement des conférences-débats, des tables rondes et des ateliers thématiques sur des sujets divers revêtant une importance capitale pour l'avenir socio-économique du Grand-duché de Luxembourg. Les publications, idées et vidéos d'IDEA profiteront d'une large diffusion via les médias sociaux.

Gouvernance

IDEA est administré par un Conseil d'administration (CA) disposant de pouvoirs étendus pour gérer l'association. Il en définit les orientations et les priorités générales en concertation avec le Conseil scientifique (CS). Le CA pourra déléguer, sous sa responsabilité, la gestion journalière à un directeur chargé des affaires courantes.

Le Conseil scientifique (CS), actuellement en cours de constitution, est nommé par le CA pour un terme renouvelable de 3 ans. Il a pour vocation de conseiller et d'accompagner IDEA quant à la pertinence et l'opportunité des projets et activités menés. Il a un droit de regard sur les études, les prises de position et les pistes de réflexion élaborées et approuve les principales contributions mises au point. Il veille à ce que les activités menées s'inscrivent dans les missions stratégique et opérationnelle définies par les statuts. Le CS se prononce également sur la qualité scientifique et méthodologique des travaux. En outre, il intervient dans les travaux de l'association de son initiative propre ou sur demande du CA.

L'Equipe opérationnelle (EO) prépare les travaux et les contributions à élaborer par IDEA. Il incombe à l'EO de transformer les lignes directrices du CA en priorités de travail de l'association et de suivre constamment les avis et recommandations du CS dans le cadre de l'élaboration de ses contributions. Les travaux administratifs et de fonctionnement sont également du ressort de l'EO.

Contacts de l'Equipe opérationnelle :

Muriel Bouchet, tél: 42 39 39 491, muriel.bouchet@fondation-idea.lu

Michel-Edouard Ruben, tél: 42 39 39 441, michel-edouard.ruben@fondation-idea.lu

Vincent Hein, tél: 42 39 39 533, vincent.hein@fondation-idea.lu

Sarah Mellouet, tél: 42 39 39 486, sarah.mellouet@fondation-idea.lu

Thomas Valici, tél: 42 39 39 359, thomas.valici@fondation-idea.lu

www.fondation-idea.lu

